

## *Le Billet* : Renouer avec les idéaux du 1er mai...

Le propos qui sous-tend l'origine du 1<sup>er</sup> mai aux événements de Chicago en 1886 est à relativiser. Certes, n'y sont pas étrangères les luttes syndicales menées aux États-Unis avant et à cette date pour conquérir la journée de huit heures. Leur répression policière meurtrière, les arrestations de militants et, parmi eux, la condamnation à tort et à mort par pendaison de huit d'entre eux, dont un se suicida, deux eurent leur peine commuée au dernier moment en travaux forcés à perpétuité et un à quinze ans de prison, ont fait le reste. [Lire la suite](#)

## *Zoom* sur la vie de notre Institut . [Adhérez à notre Institut en cliquant ici](#)

1er mai 11h30 à l'Hôtel de ville de Dieppe vernissage de l'exposition sur le CNR. [Cliquez ici](#)  
Notre camarade André Babin a sa rue à Saint Etienne du Rouvray . [Lire la suite.](#)

Clin d'œil au journal l'Humanité qui fête ses 120 ans. [Lire la suite](#)

14 mai réunion du bureau de l'IHS. Signature de la convention avec TLCVacances.

27 au 31 mai Journées Nationales d'Etude: Alain Bozec, Marie Agnès Lallier, Jacky Maussion y représenteront notre Institut.



### Le Déclin orchestré de la navale. Article N°4

France, un paquebot de légende bradé par le pouvoir et la  
Compagnie Générale Transatlantique.

Cette deuxième partie consacrée au France, met l'accent sur le long séjour du paquebot au quai de l'oubli au Havre, de l'occupation de celui-ci par les travailleurs du livre CGT, de sa vente à l'armateur norvégien Knut Ulstein Kloster, et de son départ du Havre. [Lire la suite](#)



### Le salon des artistes ouvriers fête sa 70ème édition.

73 ans déjà que l'Union des syndicats CGT du Havre organise ce salon des artistes ouvriers avec toujours autant de succès, tant il puise ses racines, son originalité et sa fierté dans la diversité du monde du travail.

70ème édition et toujours autant de créativité, de dynamisme, que nous vous invitons à revivre à travers le document édité à cette occasion [Lire en cliquant ici.](#)

Vernissage le 3 mai à 18 heures - salle des fêtes Franklin - Le Havre



### Le Fil Rouge N° 81 est paru. Pour le réserver [cliquez ici.](#)

Au sommaire :

L'édito d'André Delestre : En quête d'humanité.

Le mouvement ouvrier pendant la première guerre mondiale en Seine Maritime.

Les idéaux de la résistance et de la libération restent d'une étonnante actualité. - Entre ici Manouchian

L'EPR de Flamanville .

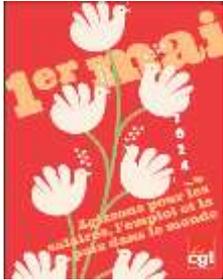
Portrait de David Ruiz. - La bibliothèque du syndicat.

Institut d'Histoire Sociale **CGT de Seine Maritime**

Siège : 161, rue Pierre-Corneille 76300 Sotteville-Lès-Rouen - Courriel : [ihscgt76@laposte.net](mailto:ihscgt76@laposte.net) - Tel 07 69 14 50 48

Permanences 3ème mardi du mois de 14h15 à 17h -161, rue Pierre-Corneille -76300 Sotteville-lès-Rouen

Tous les mardis de 14h à 17h Cercle Franklin - 119 Cours de la République -76600 Le Havre Tel : 06 86 80 71 84



## *Le Billet* : Renouer avec les idéaux du 1er mai...

Le propos qui sous-tend l'origine du 1<sup>er</sup> mai aux événements de Chicago en 1886 est à relativiser. Certes, n'y sont pas étrangères les luttes syndicales menées aux États-Unis avant et à cette date pour conquérir la journée de huit heures. Leur répression policière meurtrière, les arrestations de militants et, parmi eux, la condamnation à tort et à mort par pendaison de huit d'entre eux, dont un se suicida, deux eurent leur peine commuée au dernier moment en travaux forcés à perpétuité et un à quinze ans de prison, ont fait le reste. De là, cette référence masque le plus souvent la place, le rôle du mouvement ouvrier français et son courant révolutionnaire, à l'origine de cette journée internationale de mobilisation des travailleuses et travailleurs. Cette action, absente des manuels scolaires, dont l'universalité est pourtant sans commune mesure avec d'autres, historiques voire religieuses, n'arrange rien à l'affaire. En vérité, le 1<sup>er</sup> mai a le même âge que la tour Eiffel. Faire « une grande manifestation internationale à date fixe, de manière que, dans tous les pays et dans toutes les villes à la fois, le même jour convenu, les travailleurs mettent en demeure de réduire légalement à huit heures la journée de travail » a été décidé, il y a 135 ans ! Pour être précis, à Paris le 20 juillet 1889, à la fin du congrès constitutif de la II<sup>e</sup> Internationale socialiste réuni à l'occasion du centenaire de la Révolution française.

Au fil du temps, singulièrement, au cours de la fin du XIX<sup>e</sup> et début du XX<sup>e</sup> siècle, la réduction du temps de travail reste le fil conducteur des mobilisations du 1<sup>er</sup> mai. Par la suite, d'autres revendications émergent selon les contextes nationaux. Rien n'entrave sa portée ! pas mêmes les disparités dans les mobilisations inhérentes au nombre de pays impliqués, leurs répressions, le péril fasciste, les guerres et tensions entre États, ses récupérations et manœuvres de subvertir son sens premier, ses manifestations interdites... De nos jours, confortant son orientation pacifiste originelle, les convergences les plus évidentes ont trait à la lutte pour la paix et contre la course aux armements.

Aussi, alors que partout dans le monde des femmes, des hommes et enfants sont en butte au capitalisme et à ses maux, que des conflits ne cessent de creuser des puits sans fond de souffrances et de destructions, que des risques de leur extension menacent à nouveau, que la contagion de l'extrême droite qui se nourrit de ces contextes se fait de plus en plus prégnante et dangereuse... en dépit des obstacles, des mers et des montagnes, il y a par conséquent de quoi renouer avec les idéaux révolutionnaires et humanistes du 1<sup>er</sup> mai.

[En cliquant sur ce lien retrouvez l'Histoire du 1er mai parue dans les Cahiers d'Histoires Sociale de l'IHS CGT](#)



# FÊTE DU TRAVAIL

## Le 1<sup>er</sup> Mai n'appartient qu'aux travailleurs!

Le 1<sup>er</sup> Mai est né en 1889 dans le giron de l'internationalisme socialiste. Dès 1890, des mobilisations importantes ont lieu dans de nombreux pays. En 1906, la CGT fait de cette journée le point d'orgue de sa mobilisation en faveur de la journée de huit heures. Le 1<sup>er</sup> Mai devient alors un rendez-vous de rassemblement et de combat pour la classe ouvrière. Aujourd'hui, avec l'austérité qui frappe partout en Europe les populations les plus fragiles, cette journée prend un relief particulier. Plus que jamais, le 1<sup>er</sup> Mai doit être un moment de lutte et d'unité pour les travailleurs.



Avec la collaboration du CCEES

263, rue de Paris  
93516 Montreuil Cedex  
Association régie par la loi de 1901  
ISSN 0756-5801

**Directrice de publication :**

Elyane Bressol  
CP n° 0113 G 82667  
Impression : Rivet presse édition  
24, rue Claude-Henri-Gorceix  
87022 Limoges

## Repères chronologiques

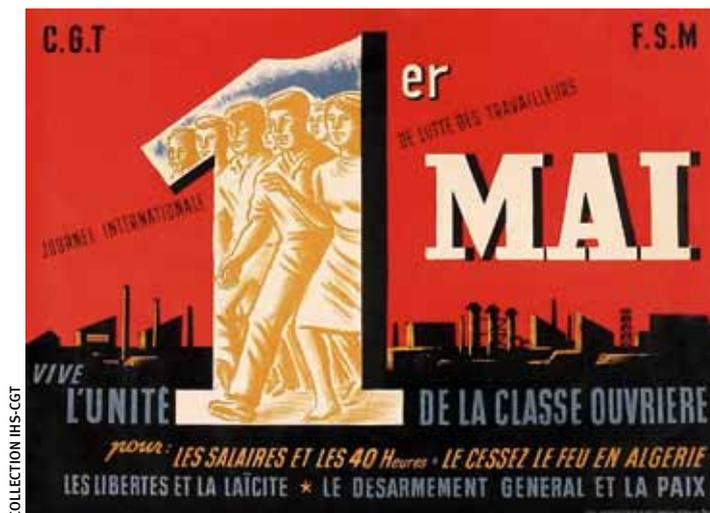
- **1890:** Premières manifestations du 1<sup>er</sup> Mai. Le caractère universel et la force des mobilisations donnent un retentissement considérable à cet événement.
- **1891:** Le drame de Fourmies. L'armée tire sur la foule rassemblée. Les premiers martyrs de la journée internationale des travailleurs.
- **1906:** la CGT fait du 1<sup>er</sup> Mai 1906 le point culminant de son action en faveur de la journée de huit heures.
- **1919:** Loi sur la journée de huit heures.
- **1936:** Le 1<sup>er</sup> Mai 1936 sera le cadre d'arrêts massifs du travail et de puissantes manifestations qui annoncent les grèves généralisées.
- **1941:** Le 1<sup>er</sup> Mai devient la Fête du Travail et de la Concorde sociale. Le muguet succède à l'églantine.
- **1947:** Le 1<sup>er</sup> Mai devient un jour férié, obligatoirement chômé et payé.
- **1967:** Après près de quinze ans d'interdiction de défiler à Paris, la CGT décide pour le 1<sup>er</sup> Mai de reconquérir les rues de Paris en lançant un appel à manifester de la République à la Bastille.
- **2002:** 1<sup>er</sup> Mai est marqué par la marée humaine défilant dans les rues sur l'ensemble du territoire français à la suite de la qualification de Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle.

# IHS Vu de la photothèque

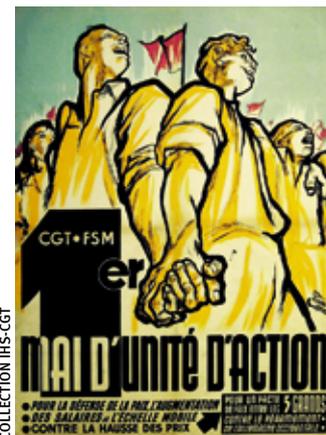
DES 1<sup>ER</sup> MAI AU SERVICE DE L'UNITÉ  
DES TRAVAILLEURS, DES REVENDICATIONS,  
DE LA SOLIDARITÉ ET DE LA PAIX.



Photo de couverture :  
affiche du 1<sup>er</sup> Mai 1995.

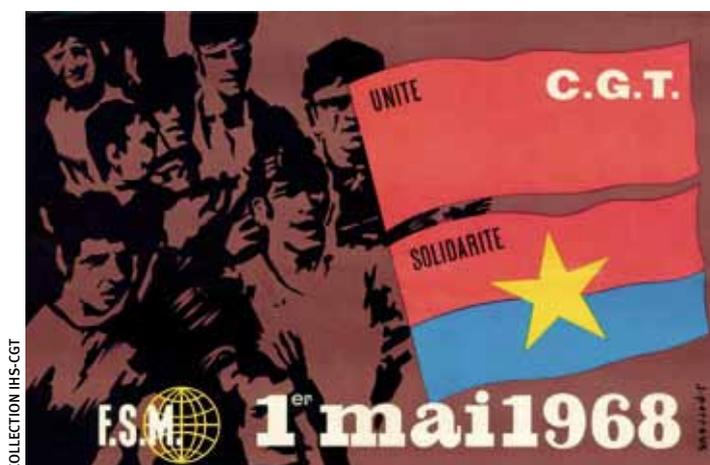


COLLECTION IHS-CGT



COLLECTION IHS-CGT

Affiche du 1<sup>er</sup> Mai 1956.



COLLECTION IHS-CGT

Affiche du 1<sup>er</sup> Mai 1968.



COLLECTION IHS-CGT

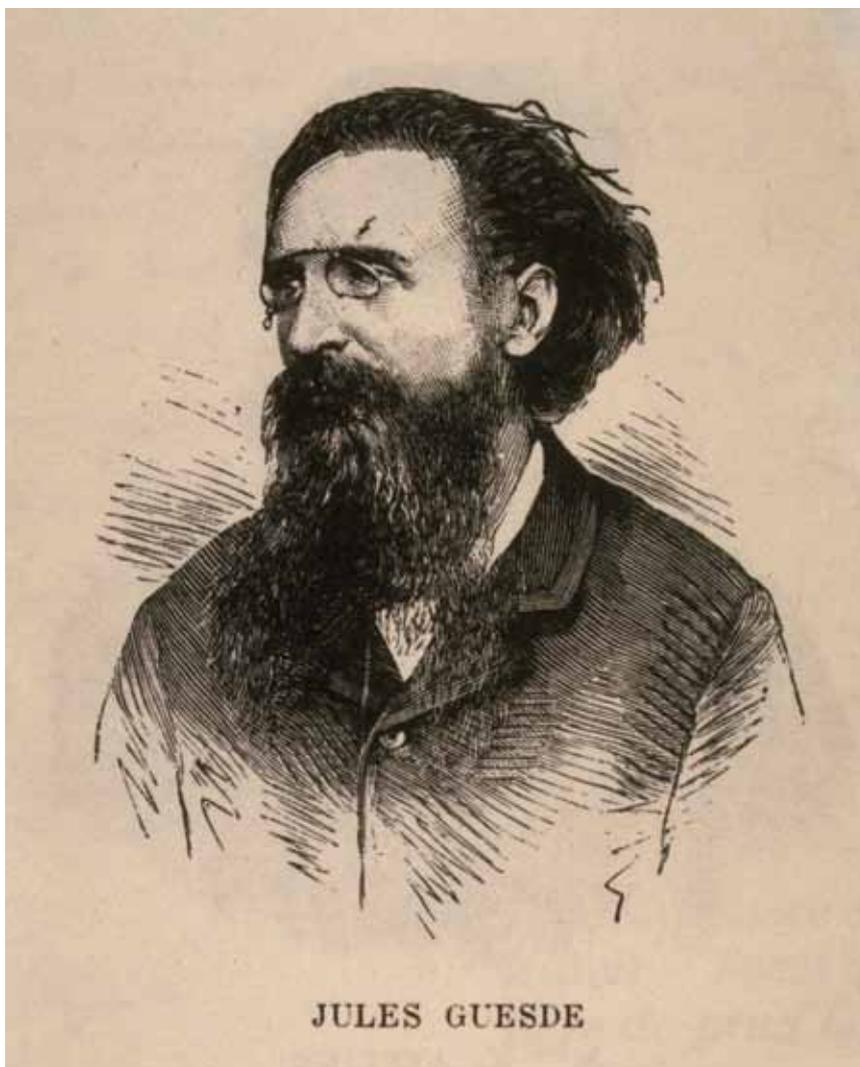
Affiche du 1<sup>er</sup> Mai 1983.

**GENÈSE**

# Aux sources du 1<sup>er</sup> Mai

UNE VULGATE BIEN ÉTABLIE FAIT REMONTER LES ORIGINES DU 1<sup>ER</sup> MAI AUX ÉVÉNEMENTS DE CHICAGO, EN 1886, OÙ LA GRÈVE DES OUVRIERS AMÉRICAINS POUR LA JOURNÉE DE HUIT HEURES SE TERMINE DANS UN BAIN DE SANG. CERTES, SI CETTE PARENTÉ N'EST PAS ENTIÈREMENT DÉNUÉE DE TOUT FONDEMENT, ELLE N'EST PAS TOUT À FAIT EXACTE, CAR ELLE MASQUE, EN RÉALITÉ, LA PLACE ÉMINENTE QU'OCCUPE LE MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS DANS LA GENÈSE DE CETTE HISTOIRE.

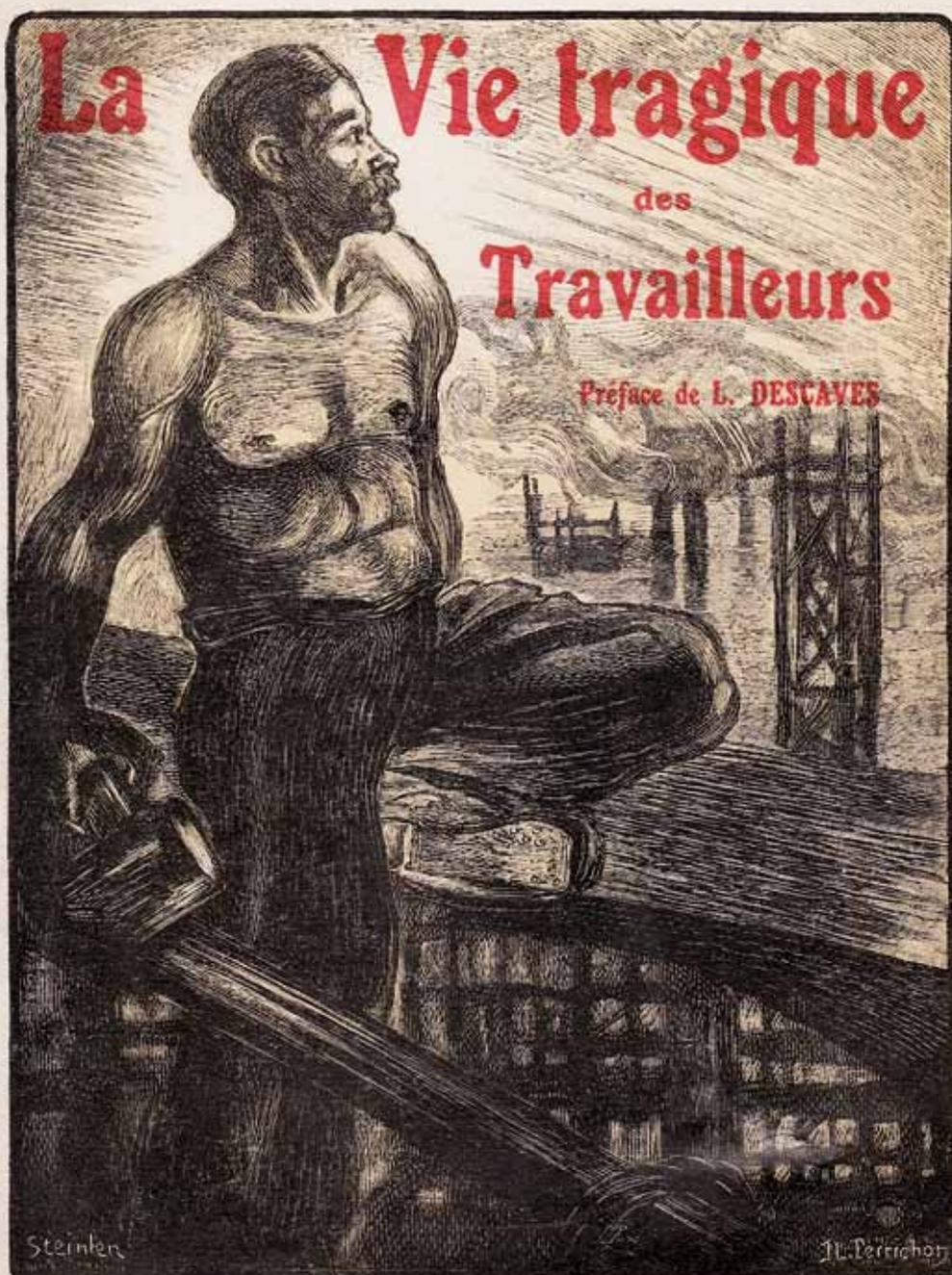
**A**u lendemain de la Commune, le triomphe de la réaction semble apparemment complet. Pourtant, bien que vaincus et brisés par la répression versaillaise, les ouvriers ne renoncent pas pour autant à s'organiser. Dès 1872, sous l'impulsion du gambettiste Jean-Joseph Barberet, la renaissance ouvrière se place sous la tutelle des radicaux qui espèrent, notamment au travers des mouvements coopératifs et mutualistes, rallier « *les débris de l'armée ouvrière hachée par le massacre* » à la République. Ne jouissant que d'un statut précaire, sous la forme d'une tolérance administrative toujours révoquant, le mouvement ouvrier se tient sur le seul terrain des revendications matérielles, et les groupements professionnels s'abstiennent autant que possible de mécontenter les pouvoirs publics. Mais, à compter de 1876, d'autres voix se font entendre. Face au réformisme corporatif et au mutualisme proudhonien, la propagande de Jules Guesde en faveur de la révolution et du collectivisme commence à toucher les masses ouvrières. Au Congrès de Marseille en 1879, les thèses socialistes triomphent du corporatisme. S'ouvre alors une période décisive mais de courte durée durant laquelle l'action syndicale devient le prolongement et l'annexe de l'action socialiste. Or, sur la question du temps de travail, les syndicats corporatifs



**À compter de 1876, la propagande de Jules Guesde en faveur de la révolution et du collectivisme commence à toucher les masses ouvrières.**

s'arrêtent en général à la revendication des dix heures qui est celle aussi de la gauche républicaine à l'Assemblée. C'est ainsi que, le 26 mai 1879, les députés Martin Nadaud et Henri Villain présentent à la Chambre des députés une proposition de loi tendant à limiter à dix heures par jour et à six jours par semaine la durée du travail effectif dans les usines et manufactures. Au seuil des années 1880, la journée de huit heures apparaît bien comme un objectif lointain, « *un horizon d'attente* », comme le suggère l'historienne Michelle Perrot, qui fascine par son équilibre quasi géométrique : huit heures de labeur, huit heures de repos et huit heures de loisirs. Mais les guesdistes vont s'emparer de ce thème avec plus d'audace. Le 30 juin 1880, le journal *L'Égalité* publie un programme élaboré à Londres par Karl Marx, Friedrich Engels, Paul Lafargue et Jules Guesde. La

Léon & Maurice BONNEFF



Librairie Marcel RIVIÈRE, 31, Rue Jacob et 1, Rue Saint-Benoit PARIS

Le 20 juillet 1889, les délégués au Congrès international socialiste dit de la salle Pétrelle adoptèrent à l'unanimité une résolution appelant les travailleurs à organiser «une grande manifestation internationale à date fixe, de manière que, dans tous les pays et dans toutes les villes à la fois, le même jour convenu, les travailleurs mettent en demeure de réduire légalement à huit heures la journée de travail».

réduction légale de la journée de travail à huit heures y figure comme l'une des principales revendications de son volet économique. L'influence de ce programme sur les congrès ouvriers n'est plus à démontrer. Face aux critiques qui s'élèvent sur l'inanité de ce projet, Lafargue et Guesde publient en 1883, une brochure pour réfuter les chicanes de leurs adversaires. La sobre mais rigoureuse démonstration de Guesde et Lafargue emporte la conviction. La réduction du temps de travail est une nécessité parce qu'elle est l'une des conditions premières de l'émancipation des travailleurs.

Aux ouvriers inquiets et timorés qui s'interrogent sur l'impact des huit heures sur les salaires, Jules Guesde oppose avec vigueur ses arguments. La réforme ne peut avoir qu'un effet positif sur les salaires, car elle fera diminuer le chômage, et «ceux qui travaillent, n'étant plus sous la menace d'être remplacés, pourraient profiter de la circonstance pour exiger et obtenir des augmentations de salaires». Aux bourgeois qui font craindre la ruine prochaine de l'industrie française si la réduction horaire s'appliquait, les auteurs de la brochure raillent l'égoïsme des patrons. Certes, les bourgeois parlent



COLLECTION IHS-CGT

Le massacre de Fourmies – 1<sup>er</sup> Mai 1891.

sans cesse des intérêts de l'industrie nationale. Mais en réalité, ce n'est pas leur préoccupation principale. L'essentiel demeure pour eux de « limiter leurs dépenses d'outillage ». « Si, pour produire à aussi bon marché que ses concurrents un patron doit renouveler son outillage démodé ou allonger de deux heures la journée de ses ouvriers, il n'hésite pas. Dans les manufactures des Vosges, on se servait de métiers mis au rebut depuis longtemps à Mulhouse, parce que les salaires y étaient moins élevés ».

À l'appui de leur démonstration, Guesde et Lafargue font appel à l'exemple britannique: les « salaires anglais sont de 20 à 30 % plus élevés [qu'en France] bien que la loi ne permette que 56 heures de travail par semaine dans les fabriques de l'Angleterre et que les trade-unions soient parvenues à n'y autoriser que 50 heures: 9 heures pendant 5 jours et 5 heures le samedi. » Finalement, c'est parce que l'ouvrier anglais peut s'assurer de hauts salaires tout en travaillant moins que l'outillage industriel anglais est si supérieurement développé. Mais surtout, Guesde et Lafargue soulignent la nécessité de faire « de la fixation d'une journée légale de travail en Europe une question de convention internationale ». Cette « idée-force » (Maurice Dommanget) de promouvoir une législation internationale du travail sera reprise par le 7<sup>e</sup> congrès du parti ouvrier qui s'ouvre à Roubaix le 29 mars 1884.

Une campagne commune avec les partis socialistes des deux mondes est engagée à cette occasion en faveur d'une législation internationale. Elle doit porter notamment sur le travail des enfants, des femmes, sur le travail de nuit, sur la fixation d'un minimum de salaire et sur la journée de huit heures. Autre marche importante en direction du 1<sup>er</sup> Mai, le 3<sup>e</sup> congrès de la fédération nationale des syndicats (FNS) qui s'ouvre à Bordeaux le 28 octobre 1888. Une proposition

**La réduction du temps de travail est une nécessité parce qu'elle est l'une des conditions premières de l'émancipation des travailleurs.**

du socialiste Jean Dormoy, délégué de Montluçon, retient l'attention. Elle préconise de concentrer toute l'action des syndicats sur un nombre restreint de revendications générales. Le choix s'arrête sur la législation pour les huit heures et la revendication du salaire minimum. Le mode d'action retenu consiste à organiser à une date déterminée à l'avance une démarche généralisée vers les pouvoirs publics pour porter les doléances ouvrières. Fixée au 10 février 1889, l'initiative de la FNS est un succès qui dépasse tous les espoirs. À Bordeaux, Lyon, Marseille, Lille ou Roubaix... plusieurs milliers de délégués se rendent à la mairie.

L'idée d'un mouvement national à date fixe prend corps à cette occasion. Elle va se concrétiser quelques mois plus tard à l'occasion des célébrations du centenaire de la Révolution française. C'est en effet en juillet 1889 que le mouvement socialiste international décide de se donner rendez-vous à Paris. Organisé à l'initiative de guesdistes, de blanquistes et de la tendance Vaillant de la Fédération nationale des syndicats, le Congrès international socialiste dit de la salle Pétrelle rassemble, du 14 au 21 juillet 1889, 377 délégués venus du monde entier. C'est au cours de ce Congrès que va naître réellement la journée internationale des travailleurs. Le 20 juillet 1889, sur proposition de Raymond Lavigne, alors secrétaire de la Fédération nationale des syndicats, les délégués adoptèrent à l'unanimité une résolution appelant les travailleurs à organiser « une grande manifestation internationale à date fixe, de manière que, dans tous les pays et dans toutes les villes à la fois, le même jour convenu, les travailleurs mettent en demeure de réduire légalement à huit heures la journée de travail ». Au cours des débats, la date retenue fut fixée au 1<sup>er</sup> mai, en référence à la décision, prise en 1888 par l'*American Federation of Labor* lors de son Congrès de Saint Louis, de faire du 1<sup>er</sup> Mai 1890 un temps fort de lutte pour la journée de huit heures. ●

### La dimension internationale du 1<sup>er</sup> Mai

Poser cette question relève du truisme, tant la fête des travailleurs revêt par essence un caractère internationaliste. Certes, il a fallu situer un événement déclencheur – les grèves et les morts de mai 1886 au Haymarket Square de Chicago –, affirmer une volonté politique forte – lors du congrès de la II<sup>e</sup> Internationale à Paris en 1889 –, se lancer dans une répétition générale – et déjà mondiale en 1890. Mais le 1<sup>er</sup> Mai est par définition détaché de toute nation ou de tout peuple. De nombreux pays le célèbrent officiellement, parmi les jours fériés et payés: c'est bien sûr le cas en France, mais aussi en Allemagne, en Italie, dans certains cantons suisses, au Liban, en Tunisie, dans de nombreux pays d'Amérique latine ou d'Asie. La Russie soviétique fut le premier pays à inscrire l'événement dans son calendrier officiel, à la suite de la révolution de 1917. A la dislocation de l'URSS en 1991, la plupart des États nouvellement indépendants le conserveront. Beaucoup de pays est-européens l'ont en revanche abandonné. Enfin, certains pays ont préféré ignorer, voire même réprimer sa célébration, tout en le concurrençant par une fête du travail anti-1<sup>er</sup> Mai: au Japon, c'est le 23 novembre qui se retrouve férié, aux États-Unis, la fête du travail le premier lundi de septembre a été lancée pour contrebalancer l'influence grandissante de ceux qui souhaitent commémorer les travailleurs tombés à Chicago en 1886.

**Pierre COUTAZ**

Membre du bureau de l'IHS-CGT

# MÉMOIRE

# Le 1<sup>er</sup> Mai en quelques dates et illustrations

LES PREMIÈRES MANIFESTATIONS DU 1<sup>ER</sup> MAI EURENT LIEU POUR LA PREMIÈRE FOIS EN 1890. D'EMBLÉE LA DIMENSION INTERNATIONALE DES MOBILISATIONS, AUX FORMES DIVERSES ET D'AMPLEUR INÉGALE, FRAPPE LES ESPRITS.



Affiche du 1<sup>er</sup> Mai 1890.

**L**a bourgeoisie dénonce les fauteurs de troubles voire les agents de l'étranger. Pourtant, la maturité ouvrière déjoue toutes les provocations. Largement suivi, en France, le 1<sup>er</sup> Mai rassemble près de cent mille manifestants. L'objectif central reste la journée de huit heures, mais d'autres thèmes revendicatifs émergents selon les contextes nationaux. Quoi qu'il en soit, le caractère universel et la force des mobilisations donnent un retentissement considérable à cet événement.

## 1891

Le deuxième 1<sup>er</sup> Mai devait être tragiquement endeuillé par ce qui se passa à Fourmies où tombèrent les premiers martyrs de la journée internationale des travailleurs. La troupe tire sur la foule rassemblée. Le bilan est

lourd : dix morts et plusieurs dizaines de blessés. L'indignation provoquée par ce massacre traverse aussitôt le pays et dépasse les frontières. Sans nul doute, ce drame contribua à donner à cette journée une nouvelle dimension de lutte, de solidarité et de générosité ouvrières.



Affiche du 1<sup>er</sup> Mai 1891.

## 1906

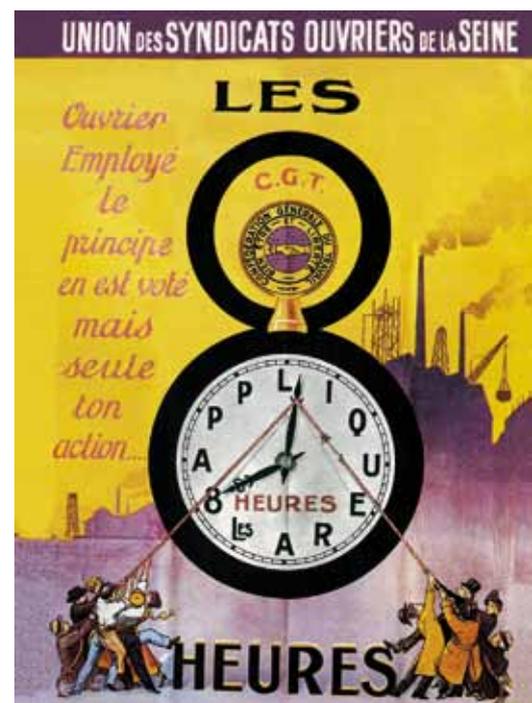
À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'enthousiasme initial tend à s'estomper. C'est la CGT, inspirée par le grand projet de la grève générale et par le désir de paix entre les nations, qui réactive les mobilisations. Ce désir de «prendre la rue» culmine à l'occasion du 1<sup>er</sup> Mai 1906 qui fut certainement la plus grande manifestation organisée par la jeune CGT en faveur des huit heures.



Manifesteration du 1<sup>er</sup> Mai 1906 à Paris.

## 1919

L'expérience révolutionnaire qui se joue à l'Est concentre tous les regards et encourage toutes les audaces. Une dynamique révolutionnaire se déploie à nouveau. Pour contrer son extension, le gouvernement de Georges Clemenceau présente, le 8 avril, un projet de loi sur la journée de huit heures. Il est voté à l'unanimité par la Chambre le 17 avril et ratifié le 23 par le Sénat. Le 1<sup>er</sup> Mai sera cette année-là d'une ampleur considérable. Dorénavant, le 1<sup>er</sup> Mai rime également avec l'espoir d'un changement de société.



Affiche du 1<sup>er</sup> Mai 1919.

Affiche du 1<sup>er</sup> Mai 1936.

## 1936

Face au péril fasciste, une puissante vague unitaire déferle sur le pays; elle se concrétise au sommet par la création d'un Comité national de rassemblement populaire au lendemain du 14 juillet 1935. Cette contagion unitaire gagne le mouvement syndical, et le Congrès de Toulouse, du 2 au 6 mars 1936, met fin à quinze années de divisions syndicales. Le 1<sup>er</sup> Mai 1936 sera le cadre d'arrêts massifs du travail et de puissantes manifestations qui annoncent les grèves généralisées avec occupation des usines qui se produisent dans les semaines qui vont suivre.

Affiche clandestine du parti communiste français, 1<sup>er</sup> Mai 1941.Affiche du 1<sup>er</sup> Mai 1944.

## 1941

C'est pendant l'occupation allemande que les responsables de l'État français décident, les 12 et 24 avril 1941, à l'image de ce qui a été pratiqué dans l'Allemagne nazie

ou en Espagne franquiste, d'institutionnaliser le 1<sup>er</sup> Mai pour en subvertir le sens originel. Dorénavant, cette journée est officiellement désignée comme la Fête du Travail et de la Concorde sociale et

## Rassemblés dans la CGT, efficaces pour revendiquer

Après la journée d'action nationale interprofessionnelle du 9 avril, ce 1<sup>er</sup> Mai 2015 est le prochain rendez-vous qui doit amplifier la dynamique revendicative. Pour viser cet objectif, la CGT s'inscrit dans l'appel de la CES qui dénonce les politiques d'austérité désastreuses et invite chacune des organisations affiliées à porter ces propositions pour sortir de la crise. Les dimensions de solidarité internationale, d'exigence de progrès social en France et en Europe seront donc au centre de cette journée d'action. Des millions de salariés, en commençant par les plus fragilisés, les sans-emploi, les travailleurs pauvres, les retraités, les jeunes confrontés à la précarité, ont besoin d'un autre avenir que celui de l'installation dans les restrictions et la peur. La place préoccupante des idées d'extrême droite dans l'opinion publique n'est pas seulement une menace à chaque rendez-vous électoral. Elle doit nous conduire chaque jour, sur les lieux de travail, dans les bassins d'emploi, à agir pour le rassemblement des salariés.

**Philippe TEXIER**

Membre de la Commission exécutive confédérale



**1<sup>er</sup> mai**  
**unité**

COLLECTION IHS-CGT

elle devient chômeuse. Tout est fait à cette occasion pour vider le 1<sup>er</sup> Mai de sa substance révolutionnaire et pour le rattacher aux vieilles coutumes pagano-religieuses.

### La Libération

Au lendemain de l'écrasement du nazisme, le 1<sup>er</sup> Mai est universellement célébré. En France, dès 1946, il se place sous le double signe de l'action

Affiche du 1<sup>er</sup> Mai 1967.

Affiche du 1<sup>er</sup> Mai 2014.



COLLECTION IHS-CGT

revendicative et de la bataille pour le redressement national. Depuis 1947, le 1<sup>er</sup> mai est un jour férié, obligatoirement chômé et payé.

### 1967

Après quinze ans d'interdiction de défiler à Paris, la CGT décide, pour le 1<sup>er</sup> Mai 1967, de reconquérir les rues de Paris en lançant un appel à manifester de la République à la Bastille. Ce jour-là, près de cent mille travailleurs défilent dans les rues, faisant la démonstration que les conditions de l'explosion sociale à venir étaient réunies.

### Des années 1980 jusqu'à aujourd'hui

Dans les années 1980, un certain nombre d'acteurs non syndicaux (réfugiés, immigrés, etc.) s'approprient cette journée. À partir de 1988, le Front national s'en empare, plaçant Jeanne d'Arc au cœur de ses célébrations. On se souviendra également du 1<sup>er</sup> Mai 2002 marqué par la marée humaine défilant dans les rues sur l'ensemble du territoire français à la suite de la qualification de Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle. ●

### 1<sup>er</sup> Mai 2002

Hasard du calendrier, le 1<sup>er</sup> Mai 2002 trouve sa place entre les deux tours de l'élection présidentielle. La qualification le 21 avril 2002 de Jean-Marie Le Pen pour la phase finale de l'élection présidentielle donne au 1<sup>er</sup> Mai une tonalité particulière. Cette situation est lourde de menaces pour les intérêts des salariés, la démocratie et les libertés. Le 23 avril 2002, la CGT, la CFDT, l'UNSA et la FSU font une déclaration commune. Elles appellent l'ensemble des travailleurs à se saisir de ce 1<sup>er</sup> Mai pour manifester leur refus des idées racistes, xénophobes et de divisions des travailleurs. Faire obstacle au Front national, c'est aussi combattre les attaques en règle portant sur la Sécurité sociale et les droits sociaux. Près d'un million et demi de manifestants vont défiler dans les rues de Paris le 1<sup>er</sup> Mai 2002.

## Bulletin d'abonnement

Je m'abonne aux Cahiers de l'Institut CGT d'histoire sociale (4 numéros de 24 pages par an) au prix public de 36 euros (franco de port), 28 euros syndiqués CGT, 13 euros adhérents des IHS.

Nom et prénom: .....

Adresse: .....

Code postal: ..... Localité: .....

Bulletin à adresser à:

IHS-CGT – 263, rue de Paris – Case 2-3 – 93516 Montreuil Cedex  
Règlement à l'ordre de l'IHS-CGT.



Sylvain Brière et Joachin Moise  
maire de Saint Etienne  
du Rouvray

**Honorer de la sorte la mémoire du Grand Babin en donnant à son nom l'une des rues de sa commune, c'est saluer son action syndicale, politique et de Résistant -André était communiste-, mais aussi celle de son Syndicat CGT des cheminots de Sotteville, son Secteur fédéral de Normandie, Unions locale et départementale comprises.**



André Babin lors de son  
départ en retraite

**Ce 17 avril il aurait eu 103 ans et cela fait déjà presque 9 ans qu'il nous a quitté, le 16 août 2015. Le 1er mai 2012, après la manif, nous étions nombreuses et nombreux à ses côtés, salle Buddicum, pour fêter sa 75e carte CGT. À cette occasion, il prit l'engagement de rédiger ses mémoires avec le concours de son ami et militant Stéphanois, Gérard Vandenhende. Ils s'y sont mis dès la semaine suivante et en huit mois son parcours de vie était rédigé. Édité en décembre de la même année**

**pour sa famille, l'Institut d'Histoire Sociale de la Fédération CGT des cheminots le publie quant à lui intégralement dans son cahier n° 53 du deuxième trimestre 2015. J'ai eu la chance de partager de très bons moments avec Le Grand Babin et de lui remettre ce cahier. La lueur de son regard exprimant sa fierté, avec bien des enseignements prodigués lors de nos rencontres, m'accompagnent encore aujourd'hui... Pour les plus jeunes de nos camarades qui ne l'ont pas connu, André ne passait pas inaperçu. Il en imposait certes par sa taille, mais surtout par ses qualités de militant et de dirigeant syndical. Son analyse, ses réflexions, son sens aigu de l'organisation... en imposaient à toutes et à tous ; patrons compris ! Ancien apprenti, il était l'un des premiers « mineurs ouvriers » de la SNCF. Mécanicien de locomotives à vapeur, il a vécu les évolutions de ces dernières en traction thermique et électrique ; à la pelle et au manche par conséquent ! Un « chemin de faire » avec pour rails l'audace, la défense d'idées et de revendications fortes, le refus de la misère, de l'injustice, des totalitarismes quels qu'ils soient et la recherche du progrès social afin de sortir au plus vite des conditions de « La bête humaine »... Il a également vécu les nombreuses mutations du syndicalisme. Une donne initiale constituée par les seules confédérations CGT et CFTC, des taux de**



**syndicalisation qui en laissent plus d'un songeur de nos jours. Le Grand babin faisait partie de cette génération de militants qui a connu la crise des années 1930, la terreur blanche en Italie, la montée du nazisme en Allemagne, les Croix de feu en France, puis la guerre et la Résistance. De là et jusqu'à la fin de sa vie, sa dénonciation sans complaisance de la stratégie de séduction des masses laborieuses dispensée par la droite et l'extrême droite. De là, aussi, qu'il s'agisse de la défense de la SNCF, des services publics en général, du combat contre**

**ce système économique en crise qu'est le capitalisme et qui profite aux plus riches... sa conviction que tout est affaire de résistance, de ténacité, d'engagements individuel et collectif dans les luttes ; de confiance également dans les rapports de forces ainsi créés !**

## Le France et les travailleurs du livre parisien.



Le conflit le plus long de la presse parisienne opposant un patron provocateur, Émilien Amaury, à des ouvriers déterminés de la Fédération française des travailleurs du livre (Cgt) commença en mars 1975 et ne prit fin qu'au mois d'août 1977, après la mort accidentelle d'Amaury. Ce conflit est aussi atypique par sa durée qu'original par son

déroulement, ainsi que ses nombreux rebondissements : occupation de l'imprimerie du journal, impression à Saint-Ouen sous protection policière, impression en province et même en Belgique, éditions pirates éditées par les grévistes, occupation des tours de Notre-Dame ou du paquebot France, spectaculaires rodéos pour bloquer la distribution du journal, ou destructions massives d'exemplaires sur les Champs-Élysées.

Dans ce climat de luttes originales, les militants Cgt de Seine-Maritime joueront un rôle non négligeable, notamment en 1976.

En février 1976, à Franklin, siège de l'UL Cgt du Havre, se retrouvent, autour d'Henri Krasucki alors Directeur de la Vie-Ouvrière et membre du Bureau Confédéral de la Cgt dont il deviendra le Secrétaire Général en 1982, Henri Batard secrétaire général de l'UL du Havre et Jacques Defortescu, Bernard Isaac secrétaire général de l'Union départementale Cgt de Seine-Maritime, François Le Gouarder, Secrétaire du syndicat des marins Cgt du Havre.

Henri Krasucki explique alors le conflit en cours avec les travailleurs du livre parisien et le patronat de la presse parisienne, qui veut remettre en cause tous les acquis de la Libération. Il propose alors que la Cgt locale puisse prendre toutes les dispositions possibles pour aider les travailleurs du livre à mener, par une opération spectaculaire et qui fera parler d'eux, l'occupation par les travailleurs du livre parisien du paquebot France alors au quai de l'oubli, sur la zone industrielle du Havre depuis 1974.

Dans le même temps, l'UD Cgt 76 édite un numéro spécial de son bulletin « CGT76 » avec, à la une, la photo du France recouverte d'une banderole relative au conflit du livre et la remise en cause des acquis de la Libération. Ce numéro, tiré à plusieurs milliers d'exemplaires, fut diffusé dans toutes les entreprises du département.

Le jour venu, en toute discrétion, les militants Cgt du département attendent, à cinq heures du matin, au parking du pont de Tancarville, les cinq cars affrétés par le syndicat du livre parisien pour les emmener au quai de l'oubli. Sans plus tarder, le bateau est occupé et la banderole déployée.

L'occupation durera trois jours. Chacun ayant un rôle bien précis, les adhérents du journal « le Monde » à la proue, ceux de « France-Soir » à la poupe, d'autres à la cuisine, certains à l'organisation de l'occupation (animation, culture, visites etc...). Celle ci se terminera par une manifestation dans les rues de la ville.

### Le France bradé à la Norvège et modifié en Allemagne;



Le France ne sera pas transformé au Havre

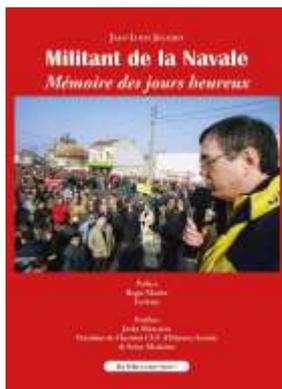
En Octobre 1977, un homme d'affaires saoudien rachète *France* (qui est en train de rouiller depuis 3 ans au quai de l'oubli) pour 80 millions de Francs (soit 12 195 921 €). Le 25 juin 1979, un armateur norvégien, Knut Ulstein Kloster, propriétaire de l'entreprise NCL, négocie le rachat du bateau pour 77 millions (soit 11 738 574€), le renomme *Norway*, et décide que les modifications sur le bateau seront orientées vers une augmentation du nombre de passagers et une diminution de l'équipage qui, dans tous les cas, sera « bon marché », c'est-à-dire sans statut.



La transformation du paquebot *France* n'échappe pas à la règle de la concurrence internationale de la construction et réparation navale. Sans surprise, les prix remis par les entreprises havraises sont bien plus élevés. Du coup, le chantier de la transformation du navire est gagné par les chantiers allemands de Bremerhaven. Ce sont des milliers d'heures de travail qui s'en vont à l'étranger.

Comme le dit Jean-Louis Jegaden dans son livre « *Militant de la Navale-Mémoire des jours heureux* », le traité de Rome et la nouvelle réglementation des aides condamne la France au profit d'autres chantiers qui détournent allègrement la réglementation européenne.

Un autre élément, malgré les garanties données par les organisations syndicales, notamment la Cgt, le gouvernement ne veut pas voir le *France* rester au Havre. Cela pesa très lourd dans la décision finale.



Le dock flottant vendu à un chantier naval des Bahamas quitta le Havre le 5 août 2008



Après plus de 4 ans à quai, les métallurgistes de Seine-Maritime, épaulés par toute la population du Havre, décident de ne pas laisser faire.

Occupation de l'écluse François 1er  
le week-end du 15 août 1979



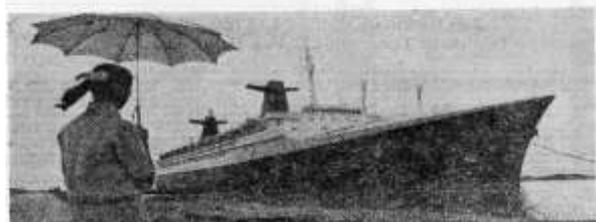
Le 13 août, en pleine période estivale, une puissante manifestation se déroule au Havre avec un appel à la grève des marins et des métallos. Le 13 au soir, l'écluse François 1er est occupée, empêchant ainsi le départ du France. Le 15 août, une foule immense se retrouve avec les militants de la Cgt pour dire au revoir au France et dénoncer le mauvais coup porté à la réparation navale havraise, déjà fortement fragilisée. Ce 15 août restera gravé dans la mémoire havraise et celle de

la Cgt. Toute la presse nationale est là. RTL, Europe 1, relatent toutes les heures l'évènement. De nombreuses chaînes de télévision étrangère sont présentes, donnant à ce conflit une portée internationale. Ce 15 août, ce sont aussi les sidérurgistes de Longwy, eux aussi en plein conflit, qui viennent exprimer leur solidarité. Le soir, les CRS, casqués, bottés, matraques à la main, interviennent pour libérer l'écluse. Encerclés par les CRS, le dernier à partir avec sa pancarte fut Serge Laloyer mais, chassés de l'écluse, les militants se retrouvent au siège du Port Autonome, jouant toute la nuit à cache-cache avec les CRS. Le 17 août, c'est au casino de Deauville que la lutte pour la défense de notre marine marchande et de la réparation navale se poursuit.

« France » appareillera le 18 août 1979. L'émotion sera très forte au Havre. Dans une ville marquée par la grève et la désapprobation, nombreux seront celles et ceux qui, sur la jetée principale du Havre, entonneront la Marseillaise, alors que France salue encore une fois de 3 coups de sirène la population présente sur la rive.

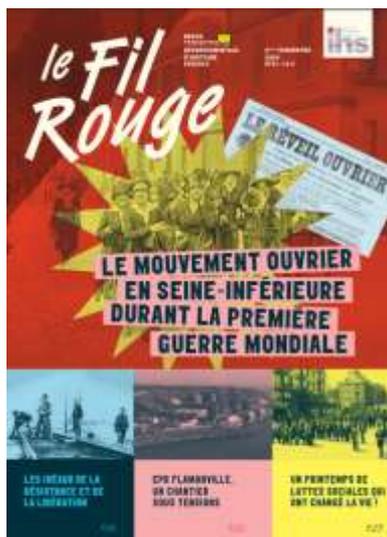
En 1975, Michel Sardou en fera une chanson qui deviendra l'un de ses plus grands succès

« Ne m'appellez plus jamais  
FRANCE,  
la FRANCE,  
elle m'a laissé tomber »



« France », dont le refrain « Ne m'appellez plus jamais France, la France elle m'a laissé tomber » résumait le désarroi et la colère de très nombreux français. Il y fera référence dans son autoportrait diffusé sur France 3 en se situant malheureusement nettement dans le camp de ceux qui admiraient le paquebot France mais surtout pas celui de la Cgt, des marins et des travailleurs de la navale qui se battaient pour la sauvegarde de leur outil de travail.

La lutte dura de nombreuses années et permit, à l'époque, la construction d'un véritable centre de réparation navale avec l'arrivée d'un dock flottant. En 1981, Pierre Mauroy, 1er ministre de François Mitterrand, annonce, lors d'une visite officielle au Havre, l'arrivée d'un dock flottant permettant d'accueillir les navires de la nouvelle génération. C'est une incontestable victoire et une source d'espoir pour la pérennité des activités de la réparation navale havraise. Malheureusement, le dumping social, l'attitude du patronat et des gouvernants de l'époque bradant notre tissu industriel ne permit pas la sauvegarde de la construction et la réparation navale. Le dock flottant fut vendu et quitta le Havre en août 2008.



**Au sommaire de ce numéro 80 :**

- L'édito d'André Delestre : En quête d'humanité.
- Le mouvement ouvrier en Seine Maritime durant la première guerre mondiale.
- Les idéaux de la résistance et de la libération restent d'une étonnante actualité.
- L'EPR de Flamanville.
- Entre ici Manouchian.
- Portrait de David Ruiz.
- La bibliothèque du syndicat.

Nom :

Prénom :

Adresse :

Téléphone :

Courriel :

@

**Réserve exemplaire(s) à 12 € le numéro.  
15 exemplaires 100 €**

**Règlement :**

A. Par Carte Bancaire : [Cliquez ici](#)

B. Par chèque N° du chèque : Banque :  
à l'ordre de IHS CGT 76 - A retourner avec ce bon de commande à : IHS CGT 76 - 119  
cours de la république - 76600 Le Havre

C. Par virement bancaire : IBAN FR76 8021 5600 0214 2870 191 - BIC CMCIFR2A

**Institut CGT d'Histoire Sociale de Seine Maritime**

**Contacts IHS CGT 76 : courriel [ihsctg76@laposte.net](mailto:ihsctg76@laposte.net) - Tel : 07 69 14 50 48**

les mardis de 14h à 17h - 119 Cours de la République - 76600 Le Havre

**Permanences**

3ème mardi du mois de 14h15 à 17h - 161, rue Pierre-Corneille - 76300 Sotteville-lès-Rouen

**Le Havre :** Pierre LEBAS : 06 86 80 71 84 - Luc BOURLE : 06 46 43 50 70

**Rouen :** Sylvain BRIERE : 06 85 67 68 71 - Marie-Agnès LALLIER : 06 12 32 59 85

**Dieppe :** Jacky MAUSSION : 06 81 17 00 95

Nom: \_\_\_\_\_ Prénom: \_\_\_\_\_  
Adresse: \_\_\_\_\_  
Code Postal: \_\_\_\_\_ Ville: \_\_\_\_\_  
Courriel : \_\_\_\_\_  
Tel : \_\_\_\_\_  
Montant de l'adhésion annuelle incluant notre revue le *fil rouge*: 26 €  
Abonnement (facultatif) aux **Cahiers** DE L'INSTITUT CGT d'**histoire sociale** : 13 € )  
**Montant de votre règlement** € (26 € ou 39 €)



### 1 - Règlement par Carte Bancaire

**Scannez le QR code ou cliquez sur ce lien : [Règlement Carte Bancaire](#)**  
*Si vous réglez par Carte Bancaire, vous n'avez pas à remplir ce bulletin.*

### 2 - Règlement par chèque bancaire :

Nom de la Banque: \_\_\_\_\_ N° du chèque: \_\_\_\_\_

### 3 - Règlement par virement bancaire :

Intitulé du cpte : INSTITUT CGT D'HISTOIRE SOCIALE DE SEINE MARITIME - 119 COURS DE LA REPUBLIQUE - 76600 LE HAVRE - IBAN : FR76 1027 8021 5600 0214 2870 191 - BIC CMCIFR2A

### 4 - Règlement (recommandé) par prélèvement automatique :

Réglez votre adhésion/abonnement par prélèvement automatique. **Nous vous préleverons une fois par an.**  
**Remplissez, datez et signez l'autorisation ci-dessous en joignant votre RIB**

*En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez IHS CGT 76 à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de l'IHS CGT 76. A tout moment, je peux modifier, suspendre ou supprimer ce prélèvement automatique (ans frais) par simple appel téléphonique, courriel ou courrier postal.*

Nom du titulaire du compte: \_\_\_\_\_ Prénom: \_\_\_\_\_

Adresse: \_\_\_\_\_

Code Postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

**Nom de la banque :** \_\_\_\_\_

**IBAN:** \_\_\_\_\_

**BIC:** \_\_\_\_\_

**Etablissement teneur du compte IHS CGT 76 : 56 place de l'Hôtel de Ville -76600 LE HAVRE**

Intitulé du cpte : **INSTITUT CGT D'HISTOIRE SOCIALE DE SEINE MARITIME - 119 COURS DE LA REPUBLIQUE 76600 LE HAVRE - IBAN : FR76 1027 8021 5600 0214 2870 191 - BIC CMCIFR2A**

Date: \_\_\_\_\_ 2024

Signature \_\_\_\_\_

**\*Adhésion Syndicat, Union Locale, Association 64 €** (avec 3 exemplaires du *fil rouge*)

**\*Adhésion Comité Social Economique (ou organisme équivalent)**

Moins de 500 salariés 96 € - plus de 500 salariés 189 € (avec 3 exemplaires du *fil rouge*)

**\*Adhésion groupée pour 10 pers et plus** dans le cadre d'une association ou d'une section de retraités 14 € par le nombre d'adhérents €

**\*Abonnement (facultatif) aux cahiers d'histoire sociale de l'IHS confédéral :13 €**

Nom de la collectivité:

Nom du responsable

Adresse :

Code postal

Ville:

Courriel

@

Tél

### 1- Règlement par virement bancaire :

Intitulé du cpte : INSTITUT CGT D'HISTOIRE SOCIALE DE SEINE MARITIME - 119 COURS DE LA REPUBLIQUE  
76600 LE HAVRE - IBAN : FR76 1027 8021 5600 0214 2870 191 - BIC CMCIFR2A

### 2 - Règlement par chèque bancaire à l'ordre de IHS CGT 76:

Nom de la Banque

N° du chèque

### 3 - Règlement (recommandé) par prélèvement automatique :

Réglez votre adhésion/abonnement par prélèvement automatique. Nous vous préleverons une fois par an.  
Remplissez, datez et signez l'autorisation ci-dessous en joignant votre RIB

*En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez IHS CGT 76 à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de l'IHS CGT 76. A tout moment, je peux modifier, suspendre ou supprimer ce prélèvement automatique (sans frais) par simple appel téléphonique, courriel ou courrier postal.*

#### Titulaire du compte

Nom :

Adresse :

Code Postal :

Ville :

Nom de la banque :

IBAN

BIC

Etablissement teneur du compte IHS CGT 76 : **Crédit Mutuel** 56 place de l'Hôtel de Ville -76600 LE HAVRE

Intitulé du compte : Institut **CGT** D'Histoire Sociale de Seine Maritime - 119 Cours de la République -  
76600 Le Havre - IBAN : FR76 1027 8021 5600 0214 2870 191 - BIC CMCIFR2A

Date

2024

Signature